



La FEMIP et le développement des PME en Méditerranée

Depuis sa création, en octobre 2002, la FEMIP – ou Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat¹ – a placé le développement du secteur privé au premier rang de ses priorités opérationnelles.

D'ici à 2020, les pays partenaires devront créer 22 millions d'emplois nouveaux s'ils veulent contenir le chômage à son niveau actuel. Soutenir les PME, le secteur privé local, les investissements directs étrangers (IDE) productifs et les partenariats transnationaux d'entreprises est le meilleur moyen de relever les défis socio-économiques auxquels sont confrontés les pays méditerranéens.

La FEMIP reste au service des pays partenaires méditerranéens, en particulier afin de soutenir l'entrepreneuriat et la création d'emplois, tout en s'adaptant aux nouvelles aspirations de prospérité et de croissance récemment exprimées dans la région.



¹ La FEMIP couvre 9 pays partenaires méditerranéens : Algérie, Égypte, Gaza-Cisjordanie, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie.

Plus de 30 000 emplois créés dans les PME méditerranéennes

- Depuis sa création en 2002, la FEMIP a soutenu – par le biais de lignes de crédit accordées aux banques locales – plus de 2 300 PME, créant ainsi 30 000 emplois dans la région.
- Près de 400 millions d'EUR ont été acheminés sous forme de capital-investissement dans la région entre 2002 et 2011, ce qui a permis de libérer le potentiel de cet outil pour créer des emplois et soutenir des PME.
- 49 millions d'EUR ont été engagés sur la seule année 2011 dans le secteur du capital-investissement afin de renforcer les PME en Méditerranée.

Dans les pays partenaires méditerranéens, la FEMIP s'emploie à transférer l'expérience du financement des PME acquise en Europe par le groupe de la BEI. Pour ce faire, elle a développé des relations opérationnelles fortes avec quelque 80 banques et une quarantaine de fonds de capital-investissement des pays partenaires ; elle s'est ainsi confirmée comme la première source internationale de financement en fonds propres et à moyen-long terme des PME mais aussi des autres catégories d'entreprises dans ce pays. Cette action financière est appuyée, le cas échéant, par de l'assistance technique et des études financées par le Fonds fiduciaire de la FEMIP.

Soutien à la microfinance en Tunisie

Enda Inter-Arabe – Tunisie

ENDA inter-arabe est une institution de microfinance fournissant, en Tunisie, des services financiers à près de 190 000 particuliers et propriétaires de petites entreprises n'ayant qu'un accès limité aux formes classiques de financement.

Suite à une première intervention de 0,7 million d'EUR, la BEI a approuvé en 2011, en dinars tunisiens, un nouveau financement d'un montant maximum de 4 millions d'EUR pour soutenir la croissance d'ENDA.

La BEI continuera d'appuyer ENDA dans son action de promotion des réformes économiques et sociales grâce aux outils de la microfinance, contribuant ainsi à la réalisation des objectifs de la politique de voisinage de l'Union européenne.

Promotion de l'innovation par le capital-investissement

Middle East Venture Capital Fund – Cisjordanie

Le Middle East Venture Capital Fund est le premier fonds à cibler les jeunes entreprises et les sociétés à fort potentiel de croissance dans les secteurs du logiciel et des télécommunications à Ramallah et dans d'autres zones de Cisjordanie. La BEI a participé étroitement à la mise en place de ce fonds de capital-risque, auquel elle a accordé un financement en USD d'une contrepartie de 5 millions d'EUR, et elle soutient activement ses gestionnaires dans la phase de la levée de fonds. À cet égard, les résultats sont au rendez-vous : des investisseurs tels que le Fonds de développement économique Soros, Cisco, la Fondation Skoll, la Fondation Google, Mercy Corps, Basel Asset Management, la Fondation Case et d'autres encore font déjà partie du tour de table.



Améliorer les outils d'investissement des entreprises

Quelles sont les solutions les plus appropriées à apporter pour répondre aux besoins des PME dans les pays partenaires méditerranéens ?

Dans le prolongement, notamment, de la première table ronde sur l'activité bancaire dans la région méditerranéenne, de la 11^e réunion ministérielle de la FEMIP consacrée aux PME et du Forum régional sur le climat d'investissement en Méditerranée, la FEMIP est à l'origine de plusieurs innovations destinées à accroître la capacité du secteur bancaire à financer l'investissement :

- en partenariat avec le gouvernement espagnol, elle soutient le secteur privé dans les pays du sud de la Méditerranée grâce à un co-investissement de 100 millions d'EUR, auquel s'ajoutent 200 millions d'EUR réservés pour des financements d'amorçage, l'objectif étant de libérer le potentiel des entreprises dans la région ;
- la FEMIP examine la possibilité d'instaurer, en coopération avec d'autres IFI, un mécanisme de garantie visant à combler les lacunes de l'offre de garanties existante et à atténuer les difficultés rencontrées par les banques locales sur le plan

de leur exposition aux risques lorsqu'elles prêtent aux PME ;

- en Tunisie, les exigences administratives et les procédures à suivre pour le financement des PME ont été allégées et la fraction maximum du coût d'un projet que la BEI peut financer a été relevée de 50 à 80 % ; la FEMIP favorise les coopérations bancaires transnationales, puissant levier de la modernisation des banques, et la valorisation des flux financiers des migrants pour financer le développement des pays d'origine ;
- la FEMIP encourage l'ouverture des marchés des capitaux locaux à des emprunteurs non résidents afin d'accélérer la modernisation de ces marchés, de fixer l'épargne locale et de faciliter le financement en monnaie locale des PME et des équipements collectifs en gestion déléguée (suppression du risque de change) ;
- elle soutient le secteur de la microfinance dans la région, notamment les institutions spécialisées dans cette filière, par exemple Al Majmouja au Liban ou ENDA inter-arabe en Tunisie. La FEMIP, par l'intermédiaire de son Fonds fiduciaire, et le gouvernement du Luxembourg sont en voie de lancer un programme de 4 millions d'EUR destiné à promouvoir la microfinance en Tunisie.

Ces actions sont menées en partenariat étroit avec les acteurs bilatéraux et multilatéraux du développement en Méditerranée, notamment la Commission européenne et le Groupe de la Banque mondiale. Dans ce contexte, afin d'appuyer les réformes, la BEI, la Banque mondiale et la France ont créé en 2009 le « Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée », pôle d'assistance technique multipartenaires qui a déjà produit des résultats dans les domaines du transport urbain, de la logistique, des transports ainsi que des technologies de l'information et de la communication.

En janvier 2011, la Banque a signé un protocole d'accord avec le secrétariat de l'Union pour la Méditerranée (UpM), dont elle soutient plusieurs projets prioritaires, comme le plan solaire méditerranéen, la dépollution de la Méditerranée et les autoroutes maritimes et terrestres.

La BEI a également décidé de signer un protocole d'accord avec la chambre de commerce de Milan dans le but d'appuyer la mise en place du « Centre euro-méditerranéen pour le développement des MPME », un centre technique dédié au développement de cette catégorie d'entreprises dans toute la région couverte par l'Union pour la Méditerranée.





Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat



Contacts opérationnels

Claudio Cortese

Directeur général adjoint
Direction des opérations en dehors
de l'UE et des pays candidats

☎ (+352) 43 79 - 86836

☎ (+352) 43 79 - 66898

✉ c.cortese@bei.org

Contacts presse et informations générales

Anne-Cécile Auguin

☎ (+352) 43 79 - 83330

☎ (+352) 43 79 - 61000

✉ a.auguin@bei.org

Banque européenne d'investissement

100, boulevard Konrad Adenauer
L-2950 Luxembourg

☎ (+352) 43 79 - 1

☎ (+352) 43 77 04

www.bei.org/femip – ✉ info@bei.org

ISBN 978-92-861-1532-5



9 789286 115325